

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITÉ

14, rue Drouot (Paris 9^e). — Téléph. : CENTRAL 69-70

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2^e). — Téléph. : CENTRAL 80-63

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

Anniversaire

Deux années de lutte républicaine et de campagnes sociales

Hier était pour nous un anniversaire. Deux années s'étaient écoulées depuis que le premier numéro du *Bonnet Rouge* quotidien avait vu le jour.

Deux ans de bataille ardente, de lutte passionnée. Républicains, les fondateurs du *Bonnet Rouge* confondaient dans un même sentiment d'amour et de vénération la République et la Patrie.

Il y a deux ans, Paris ne possédait encore aucun quotidien du soir qui revendiquât fièrement la politique des partis de gauche.

Notre *Bonnet Rouge* hebdomadaire nous semblait une arme insuffisante pour aborder l'épreuve des élections générales. Nous songions à faire un quotidien.

C'était de croyances courantes qu'un quotidien du soir se pouvait vivre qu'étant soutenu par le parti nationaliste.

Les professionnels et les militants étaient des exemples. Les *Droits de l'Homme* étaient morts, après une existence glorieuse mais courte, et le *Progrès*, qui pourtant était d'une conception aussi fade que son papier rosé, avait coûté fort cher pour sombrer sans grandeur.

Quand le *Bonnet Rouge*, hebdomadaire satirique, annonça au début de mars 1914 que la fin du mois le verrait quotidien, ce fut un éclat de rire.

Les railleurs l'avaient belle et ne se privèrent pas d'énoncer les pires prophéties. On nous donnait huit jours à vivre, quelquefois quinze. Les plus confiants disaient : « Ils feront les élections. » Et ceux-là n'étaient pas les plus nombreux.

Mais la sagesse des nations ne proclame-t-elle pas que la fortune sourit aux audacieux ?

Le *Bonnet Rouge*, à peine né, connut les succès les plus flatteurs.

Nous étions en pleine bataille politique. Les réactionnaires, accumulant contre un homme qui incarnait pour eux toute la menace des réformes démocratiques, les pires manœuvres de chantage et d'intimidation venaient de provoquer le drame du *Figaro*. Certains s'escomptaient des élections troubles.

Le problème de la défense nationale avait les passions. Les uns voulaient l'armée de caserne ; les autres, suivant Jaurès dans ses déductions prophétiques, réclamaient une organisation plus rationnelle de la défense du pays ; ils demandaient qu'on fortifiât notre frontière du Nord et qu'on préparât l'utilisation totale des réserves.

Nous étions de ceux-là, et nous pourrions un jour dire pourquoi, plus que jamais, nous en sommes fiers.

Vinrent les élections. Pour résister à la vague réactionnaire, il fallait que les républicains s'unissent. Le péril était grave ; la nécessité du bloc de gauche se manifestait avec évidence. Le *Bonnet Rouge* s'empressa à cimenter ce bloc.

Nous fûmes après, violents, peut-être injustes parfois, à l'égard de bons militants de la République, en veillant jalousement à ce qu'aucune fissure ne vienne désagréger le bloc des partis de gauche.

Mais nous eûmes la joie d'enregistrer de précieux résultats, et quand nous publions les premiers, le soir des élections, les résultats connus, le *Bonnet Rouge* put annoncer l'échec total des partis de droite.

Les élections faites, le journal vécut, malgré les pronostics défavorables du début.

Politiquement, il joua sa partie. A la Chambre, ses campagnes contribuèrent à faire invalider le député du Finistère, M. Corentin Guyo, et le maître chanteur Lacotte, lequel eut l'insolence, à la veille de la guerre, de nous réclamer 50.000 francs de dommages et intérêts.

du déchaînement des passions chauvines. Et nous nous efforçons d'éviter toute équivoque, tout malentendu entre Français, pour faire face, d'un même cœur et d'une même volonté, à l'armée des barbares.

Mais peut-on compter sur l'union sacrée ? N'y a-t-il pas à redouter quelques actes isolés mais fortement graves de sabotage ou d'indiscipline ?

Jaurès vient d'être assassiné. Les syndicalistes, manifestant sur les boulevards, ont été molestés par la police. A la Streté, on songe à procéder à l'arrestation des militants syndicalistes et révolutionnaires inscrits au Carnet B. Le spectre de la guerre civile plane sur Paris...

Heureusement, il se trouve au ministère de l'Intérieur un homme courageux et sensible. Notre directeur s'adresse à lui, insiste pour qu'aucune arrestation ne soit faite. Il a dit lui-même, ces jours derniers, devant la Cour d'appel, comment il obtint satisfaction.

C'est la guerre. Tour à tour, il nous faut quitter notre poste pour courir à la tâche sacrée. Partis Méric, Reuillard, Briollet, Diligent, Bayle, Varela, Ripault, Loyson, Léo Poldès, Louis Pergaud, Bloch, Meyercau, Goldsky, nos rédacteurs. Partis aussi nos administrateurs Raoult et Eugène Merle.

Quelques-uns furent blessés ; d'autres honorèrent notre maison des citations glorieuses qui leur furent décernées. La guerre ne nous fut particulièrement cruelle qu'en nous enlevant notre collaborateur politique Félix Chautemps — un vaillant parmi les vaillants, brave en face des Allemands comme il l'avait été devant des adversaires perdus.

Presque sans rédacteurs, presque sans personnel, le *Bonnet Rouge* ne cesse pas de paraître. Nul ne songe une seule minute à prendre le train de Bordeaux, quand on signale l'ennemi à Chantilly. Jusqu'au bout, il convient de dire la foi de la population parisienne dans les destinées de la patrie.

La bataille de la Marne sauva Paris et la France. L'envahisseur recule. Il faut réorganiser la vie de la nation, faire qu'il n'y ait pas trop de misères, contribuer à ce que les civils tiennent.

Le *Bonnet Rouge* aborde la grave question des allocations. Ce sont ses campagnes qui décidèrent M. Malvy à étendre le bénéfice aux femmes que la loi s'obstine à délaisser, parce que leur situation n'est pas régulière.

Il ne faut pas seulement que tout le monde ait du pain ; il faut aussi que l'espoir vive au cœur de la nation. Une occasion s'offre : le 14 juillet 1915. Le *Bonnet Rouge* lance l'idée du transfert des cendres de Rouget de l'Isle au Panthéon, et les Parisiens n'ont pas oublié tout ce que cette manifestation grandiose eut de reconfortant.

Entre temps, le *Bonnet Rouge* met fin au scandale de la cocaine — kamelote boche — que la Chambre et le Sénat viennent de proscrire ces jours derniers par un texte rigoureux ; il dénonce les abus des conseils de guerre ; il obtient enfin que les condamnés revenus volontairement en France pour servir ne soient pas emprisonnés stupidement.

Ce n'est pas tout encore. C'est la France républicaine que nous avons mission de défendre. Ceux qui étaient aux armées s'insinuaient aux autres certaines menées occultes, s'inquiétant, demandant des mesures de sauvegarde.

De là naquit notre campagne contre les agents de désunion et de démoralisation. C'est encore un succès que nous avons la joie et la fierté d'enregistrer. Malgré les calomnies les plus infâmes, l'opinion et les juges ont flétri, dénoncé, condamné comme une chose malaisante la kamelote Daudet-Maurras.

Enfin, quand la question des loyers entra dans sa phase critique, les locataires et les petits propriétaires trouvèrent ici des défenseurs et des conseillers auxquels ils voulurent bien témoigner quelque confiance.

Sur tous les fronts, le *Bonnet Rouge* a fait bonne garde. Il ne fut le dernier nul part, ni le moins ardent.

Il ne sera pas le dernier non plus dans les luttes nouvelles.

La guerre finie, la victoire venue, il faudra rebâtir la grande maison française. On pourra se reposer de l'atrocité aventure dans les labours féconds ; l'amour et la bonté ne seront plus prosaïques ; il sera possible de reparler de fraternité...

connaître toutes les revanches et toutes les victoires — quelle tâche immense et superbe !

Pour l'accomplir, nous le savons, les concours ne nous feront pas défaut.

Le *Bonnet Rouge* demeure la maison de tous les républicains. Sa tribune s'offre à tous ceux qui ont quelque chose à dire : une injustice à dénoncer, une infamie à flétrir, une sottise à railler.

Toutes les idées nouvelles, hardies, généreuses, trouveront toujours ici des défenseurs passionnés.

Fier de son titre, évocateur de la sublime épopée révolutionnaire, fier de son passé ardent, confiant en l'avenir, ce journal continuera sa bataille quotidienne pour que la République triomphe de toutes les tyrannies, de toutes les lâchetés, de toutes les trahisons, et qu'elle s'épanouisse pleinement au beau soleil de la victoire française.

Les Candidats au Cabanon

Les mégalomanes d'Action Française dépassent même les limites permises de la mégalomanie.

Il suffit pour l'en convaincre de lire, à la suite des ragots endormants de Gaudin de Villaine, la paraphrase de ce discours par l'inépuisable Maurras :

Les oreilles de Daudet ont dû tinter hier. Toute l'après-midi il fut le « grand homme méconnu » du sénateur espionniste. Le soir, Charles Maurras — jusqu'à une heure avancée de la nuit — enchaîna à son tour le pan-diffamateur en chef d'Action Française.

En dépit des sommations quasi-quotidiennes de Daudet demandant à M. Malvy de l'écouter, M. Gaudin de Villaine, sans doute avec la procuration officielle du pan-diffamateur en chef, déclara, en réponse à cette mise au pied du mur de M. Malvy, « M. Léon Daudet n'avait qu'à m'apporter des renseignements ».

— Léon Daudet préfère agir lui-même. On ne le dirait pas en lisant ses articles.

Mais c'est la dérobade habituelle — celle qui suit toutes ses pseudo-accusations.

Charles Maurras, naturellement, insiste sur ce même point. Et, sous sa plume, nous lisons les divagations suivantes :

« Dans un Etat bien réglé, le ministre imprévoyant aurait dû éder sa place au bon citoyen vigilant qui avait prévu et pré-dit juste : en tout cas, il lui devait les signes de sa déférence ou du moins de sa modestie. Dans une société bien ordonnée, le magistrat ou le fonctionnaire distrairait et convaincrait de négligence se découvrir et s'incliner devant l'homme compétent qui a fait son devoir. »

« Vous, vous ce gouvernement où un ministre éduqué sa place, immédiatement, au premier bonhomme venu qui par son culot et sa habileté, s'érigerait en défenseur de la morale nationale. Allons donc ! »

« Ca ne se discute même pas. C'est de la folie pure et ça relève directement du cabanon. »

Les Midinettes et la Boulange

Les ouvrières de la maison Beer, place Vendôme, qui avaient posé un ultimatum de 24 heures à leur patron, demandant le rétablissement des salaires d'avant la guerre, viennent d'avoir satisfaction.

D'autre part, notre ami Millard, secrétaire de la section syndicale des Tailleurs et couturiers pour dames, avait été chargé par les ouvrières des maisons Gaudin, rue de la Paix, et Bonjean, avenue d'Antin, de présenter aux directeurs de ces firmes les justes revendications des ouvrières.

Nous apprêtons à l'instant que le directeur de la maison Bonjean veut donner entière satisfaction à ses ouvrières et l'assurance qu'aucune mesure de discipline ne serait prise contre les grévistes.

Les ouvrières boulangères du 14^e arrondissement se sont réunies hier à la Maison Commune, 111, rue du Château.

Le grand succès obtenu par cette première réunion, permet les meilleurs espoirs pour la campagne entreprise par le Syndicat ouvrier.

A L'OCCIDENT ET A L'ORIENT

Les Allemands s'acharnent contre Verdun Les Russes reprennent l'offensive

Maintenant que nous connaissons les caractéristiques de la bataille de Verdun, nous pouvons considérer les dernières nouvelles parvenues ici comme une certitude que l'affaire suit son cours normal.

C'est ainsi que les Allemands nous ont convaincus que la bataille engagée suit un cours dont la longueur est assujettie à la volonté de l'assaillant.

L'affaire suit donc normalement son cours. Normalement, signifie, ici, que le développement des opérations se poursuit par l'enchaînement d'actions de deux ordres régulièrement alternées :

Tirs de destruction sans action d'infanterie pour la première phase ; attaques d'infanterie avec tirs de barrage dirigés contre les arrières lignes, pour la seconde.

Après l'affaire d'Haumont, l'ennemi arrête ses attaques contre le saillant de Malancourt et renouvelle ses feux de destruction sur nos ouvrages de défense. Aujourd'hui ou demain nous apprendrons que de violents combats d'infanterie ont été engagés à la suite des bombardements en cours.

Il serait ainsi inexact de proclamer, ainsi que la quasi-unanimité des rédacteurs militaires avait cru pouvoir le faire, que l'offensive allemande s'émiette. L'offensive ennemie ne se disperse pas ; elle se décentralise. C'est du moins l'enseignement qui paraît se dégager de la stricte observation des faits.

Or, cette seule considération s'oppose à tout pronostic quant à la fin de la tragédie qui se joue entre les rives de la Meuse et la Woëvre. Nous savons que l'ennemi possède très certainement le moyen de poursuivre la tentative et lui seul sait jusqu'à quand !

Mais voici que sur l'Orient se réveille l'activité des Russes. Nos alliés, parfaitement équipés et convenablement réorganisés, viennent d'entrer à nouveau dans la lutte.

L'intensité des combats qui ont marqué cette reprise d'activité laisse présager une action vigoureuse, et de large envergure.

Pour le moment, et nous bornerons là nos commentaires, le centre d'activité maximum de nos alliés semble intéresser plus particulièrement le secteur compris entre Dwinsk et les rives de la Vilia, sur l'aile droite russe.

Notons encore, qu'à l'extrême aile

gauche, en Bukovine, les troupes russes menaçaient de nouveau Czernowitz. Il convient cependant d'attendre confirmation officielle du fait avant de conjecturer sur les conséquences de cette opération.

R LEGINTRE-PATIN. Communiqués Officiels

En Argonne, nos batteries ont énergiquement canonné, au cours de la nuit, le bois de Malancourt. Près de la cote 285, nous avons fait exploser une mine dont nous avons occupé l'entonnoir.

A l'ouest de la Meuse, nuit calme. A l'est de la Meuse, bombardement inintermittent de la région Douaumont-Damloup.

En Woëvre, quelques rajetats d'artillerie de part et d'autre dans les secteurs de Moulvaux et des Eparges.

Aucun événement important à signaler sur l'ensemble du front.

Sur le front britannique Londres, 24 mars. — Communiqué britannique du 23 mars, 21 heures :

Nous avons exécuté avec succès deux incursions dans les tranchées allemandes des parages de Gomecourt et sur la route de Bétuine à La Bassée, faisant un prisonnier.

Nous avons attaqué à la grenade et fait sauter trois abris remplis d'Allemands. Les Allemands ont fait exploser une mine au nord d'Arras et deux mines au nord-est de Neuve-Chapelle, occasionnant de légers dégâts dans nos tranchées.

Au nord d'Arras nous avons repoussé une attaque à la grenade.

L'artillerie a été active dans les parages de Fricourt, de Gomecourt, de la redoute de Hohenzollern, de Souchez et d'Ypres.

Notre canonnade a provoqué une forte explosion sur un point de la ligne allemande.

L'OFFENSIVE RUSSE Petrograd, 22 mars. — Le commencement de la campagne russe de printemps est envisagé, dans les préparatifs russes, comme devant se placer à la fin de mars. Les écrivains militaires disent que l'initiative appartient à l'ennemi, maintenant, aux Russes.

La fin d'un roman-feuilleton

L'Espionnage devant le Sénat

M. Gaudin de Villaine ayant porté hier au Sénat, les accusations émissimées qui ont cours, depuis des semaines, dans la presse réactionnaire, M. Malvy a tenu à s'expliquer avec netteté.

A lire certains journaux, on pourrait croire que l'espionnage allemand trouvé à Paris, les pires complications. Accusation à la fois grotesque et malaisante.

Le ministre de l'Intérieur a tenu à signaler le décalé des inexactitudes commises par les polémistes de droite, et portées à la tribune du Luxembourg par M. Gaudin de Villaine.

La conclusion de M. Malvy est des plus rassurantes :

« Ce qui intéresse la haute Assemblée, à l'heure de la guerre, c'est de savoir si le ministre de l'Intérieur, si le ministre de la guerre, si le Gouvernement, en un mot — car il s'agit là d'une question de Gouvernement au premier chef — a pris, à l'égard de l'espionnage allemand, toutes les mesures, toutes les précautions nécessaires, si les ordres donnés ne sont pas des prescriptions vaines, si des résultats ont été obtenus et si le pays peut avoir confiance. »

« Je réponds nettement que nous avons fait, mais nous faisons chaque jour tout ce qui peut, tout ce qui doit être fait, et que le pays peut avoir confiance. »

Le Sénat a salué cette déclaration d'approbation unanime.

Terminant son discours, M. Malvy se

retourna vers les accusateurs du gouvernement républicain. Ici, la physionomie même de la séance vaudrait d'être donnée :

« Vous nous dites, remarque le ministre : « Nous devons tous collaborer à l'œuvre commune qui est la défense et la sécurité de notre sol. »

« Oui, mais nous devons collaborer d'une façon positive, réelle, utile et efficace, sans vaine réclame, et vous savez bien que je saurai retenir tous les faits qui pourraient être portés à ma connaissance et qui pourraient avoir échappé à la vigilance de mes services ; mais plus de récriminations vaines, plus de campagnes stériles, plus de petits papiers (sourires à gauche), dont les résultats ne pourraient être que d'émouvoir sans profit l'opinion publique (Très bien ! et applaudissements à gauche) peut-être d'induire et d'affaiblir sans raison le moral admirable de ce pays, qui est une des forces essentielles de notre grande patrie. (Vifs applaudissements. — M. le ministre, en regagnant son banc, reçoit les félicitations d'un grand nombre de sénateurs.) »

« Il y avait plus, après cela, qu'à voter l'ordre du jour de confiance. »

C'est ce qu'a fait la Haute Assemblée, sans autre discussion et qui, avec les précédents essentiels de notre grande patrie, (Vifs applaudissements. — M. le ministre, en regagnant son banc, reçoit les félicitations d'un grand nombre de sénateurs.) »

« Il y avait plus, après cela, qu'à voter l'ordre du jour de confiance. »

C'est ce qu'a fait la Haute Assemblée, sans autre discussion et qui, avec les précédents essentiels de notre grande patrie, (Vifs applaudissements. — M. le ministre, en regagnant son banc, reçoit les félicitations d'un grand nombre de sénateurs.) »

UNE DETTE SACRÉE POUR LES "ENMURÉS"

« En évoquant les mutilés de la guerre qui évaluent le plus douloureusement notre sympathie, nous pensons tout de suite aux aveugles. »

« Ils sont comme retranchés du monde ; sans aide, même la vie matérielle leur serait impossible. »

C'est ainsi que débute une proposition de loi tendant à établir la réversibilité des pensions attribuées aux soldats aveugles. La proposition, que M. Pierre Ramet soutiendra prochainement devant la Chambre.

C'est une belle tâche que s'est assignée le député des Pyrénées-Orientales : Sa proposition sera, sans doute, fort bien accueillie par le public qui porte tant d'intérêt à tous ces malheureux jeunes gens que la guerre a plongés dans la nuit et pour qui la vie n'est, parfois, qu'un long regret. Il leur a prouvé son ardent sympathie en contribuant largement aux œuvres qui ont pour but de donner une éducation nouvelle aux aveugles, de rendre, autant qu'il est possible, l'indépendance à ceux que M. Descaves appelle les emmurés.

Mais si le public a fait pleinement son devoir, l'Etat n'a pas encore fait le sien. Nous ne montrons pas ici que les pensions ne sont pas assez élevées ; de cela la Chambre s'est émue, et nous savons que, la guerre terminée, on se montrera plus généreux.

Mais ne peut-on, dès maintenant, apporter certaines réformes ? Ne pourrait-on élargir cet étroit barème de la douleur qui doit consulter les commissions médicales, lorsqu'elles réforment un blessé, ce barème qui ne tient pas compte du préjudice réel que cause une blessure, et qui accorde plus de 600 fr. à un borgne, alors qu'il concède moins de 1.000 fr. à un aveugle ?

Ce n'est pas tout :

Chacun sait comment les besoins de la guerre obligent à créer des caporaux et des sous-officiers ; le hasard donne à ceux-ci l'espérance de quelques années, pour transformer de jeunes soldats en gradés.

Un bien malgré cela, le règlement subsidiaire qui tient compte des blessés, ce barème qui ne tient pas compte du préjudice réel que cause une blessure, et qui accorde plus de 600 fr. à un borgne, alors qu'il concède moins de 1.000 fr. à un aveugle ?

Ce n'est pas tout :

Chacun sait comment les besoins de la guerre obligent à créer des caporaux et des sous-officiers ; le hasard donne à ceux-ci l'espérance de quelques années, pour transformer de jeunes soldats en gradés.

Un bien malgré cela, le règlement subsidiaire qui tient compte des blessés, ce barème qui ne tient pas compte du préjudice réel que cause une blessure, et qui accorde plus de 600 fr. à un borgne, alors qu'il concède moins de 1.000 fr. à un aveugle ?

Ce n'est pas tout :

Chacun sait comment les besoins de la guerre obligent à créer des caporaux et des sous-officiers ; le hasard donne à ceux-ci l'espérance de quelques années, pour transformer de jeunes soldats en gradés.

Un bien malgré cela, le règlement subsidiaire qui tient compte des blessés, ce barème qui ne tient pas compte du préjudice réel que cause une blessure, et qui accorde plus de 600 fr. à un borgne, alors qu'il concède moins de 1.000 fr. à un aveugle ?

Ce n'est pas tout :

CaméLéon-Daudet SUR FRÉDÉRIC MASSON

Daudet volontiers insulte Frédéric Masson. Ceux qu'un ingrat destin oblige à lire l'Action Française ont présentes à l'esprit ces sottises et moqueries invectives de Léon Daudet contre Frédéric Masson.

« Tu n'as que compte les boutons de ceinture de Napoléon et qui, avec les prétentions d'historien, n'est qu'une concubine emmuse et vaine. »

Or, il y a quelques années, Léon Daudet louait Frédéric Masson ; il le louait excessivement et justement il lui faisait un mérite de ce dont il était méritement de lui faire un ridicule « de son goût pour la petite histoire, pour les a-côtés du grand drame, pour l'intimité des grands hommes. »

« La joute d'éloquence qui a eu lieu à l'Académie française a mis courtoisement aux prises deux hommes qui honorent le plus la pensée et la critique contemporaines. MM. Ferdinand Brunetier et Frédéric Masson. »

Et Léon Daudet rappelait qu'on avait reproché à Masson d'avoir étudié Bonaparte par le menu, — mais c'était pour flétrir ce reproche injuste.

Qu'est-ce que Masson a refusé à Daudet ?

Léon Daudet, aujourd'hui, l'accable dans les termes mêmes qu'il employait pour exalter, naguère, son talent.

Les mystères de Constantinople

LES « ON-DIT » Athènes, 23 mars. — On mande de Constantinople que Muhi-Bey, l'un des membres les plus marquants du Comité Union et Progrès, désapprouvant la politique du Gouvernement turc et désespérant de réussir à la faire modifier, se serait suicidé.

L'opinion générale est que Muhi-Bey aurait été assassiné.

A la suite de la main-mise par les Allemands sur les bureaux de postes en Turquie qui a eu pour résultat la saisie de toutes les correspondances dans les sacs postaux, de très nombreuses arrestations de personnalités politiques ont eu lieu à Constantinople et dans les principales villes de la Turquie d'Europe.

D'autre part, afin d'atténuer dans le public les effets de la prise d'Erzeroum et de Hatis par les troupes russes, les Jeunes Turcs et les Allemands ont répandu le bruit que cette ville n'était tombée qu'à la suite d'une trahison et en profitent pour dépeindre en masse tous les officiers et fonctionnaires, connus pour leurs opinions libérales.

A l'assassin !

Une nouvelle affaire Chiffon a eu lieu à Montmartre.

Dans une chambre d'hôtel de la rue Lepic, une femme a été trouvée morte des suites de plusieurs piqûres de morphine.

D'autre part, plusieurs marchands de poisson ont été arrêtés.

Pour la quatrième fois, le pharmacien Nardin est sous les verrous.

Bourse de Paris

Le marché est toujours bien disposé, mais plus calme dans son ensemble. La Rente 3^e et l'Extérieure progressent encore ; les Industriels sont sagement et les valeurs cuprifères se montrent résistantes.

Volets d'Etat, Français 3^e 63 25 ; 5^e 111, et non lib. 88 25.

Russes 1906 85 60 ; 1909 75 75 ; 1914 86 05 ; Extérieure, 93 70.

Actions diverses. — Banque de France, 4.850 ; Crédit Mobilier, 332 ; Lyon, 980 ; Saragosse, 415 ; Andalous, 353 ; Suez, 4.010 ; Thomson, 567 ; Distribution, 400 ; Azote, 335 ; Monaco, 2.300 ; 1/5, 465 ; Cauchoucs, 100 50 ; Malacca, 132 ; Briants ord., 332 ; Foville, 1.380 ; Metallurg., 522 ; Harbinger, 374 ; Provdus, 329.

